

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

METZ, le 3 décembre 2014

UT DREAL 57

4, rue François de Guise -C.S. 50551
57009 METZ CEDEX 1

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Société LORMAFER à CREUTZWALD.
Constitution de Garanties Financières pour la mise en sécurité
5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

RÉF. : Proposition de calcul du 15 octobre 2014, transmise le 30 octobre 2014.

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

--	--	--

* Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

I – PRESENTATION

La société LORMAFER est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 à exploiter les installations du centre de maintenance, d'entretien et de réparation de matériels ferroviaires situé La Houve Siège 1 sur la commune de CREUTZWALD.

Le décret n°633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines Installations Classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CREUTZWALD, la société LORMAFER est notamment concernée au titre des rubriques 2564 et 2940 et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières.

L'exploitant doit transmettre au Préfet à la première échéance fixée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susmentionné, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières est à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour la société LORMAFER.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 15 octobre 2014 (votre transmission du 30 octobre 2014). Une première proposition de calcul avait été transmise par l'exploitant en date du 3 octobre 2013 et avait donné lieu à une demande de compléments.

II – ANALYSE DE L'INSPECTION

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **α** : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la société LORMAFER, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- Me = 26 792,50 €
- Mi = 14 920 €, le nombre de cuves enterrées étant de 3
- Mc = 718,80 €
- Ms = 27 500 €

- Mg = 15 000 €

Gestion des produits dangereux et des déchets (Me)

Le montant proposé est calculé à partir des coûts d'élimination et de transport des déchets actuellement pratiqués, l'exploitant a fourni les factures correspondantes. Le coût de transport est un forfait pour chaque déchet dangereux listé par l'exploitant. Pour les poussières de grenailage et les résidus de fuel, l'enlèvement est effectué à titre gratuit, le coût est donc nul.

En ce qui concerne les déchets non dangereux non inertes, les coûts sont basés sur des forfaits comprenant le traitement et le transport des déchets.

Les déchets listés par l'exploitant sont les suivants :

Nature des déchets	Unité	Quantité maximale présente sur le site
Déchets dangereux		
Résidus de lavage de roulements	Tonne	20
Poussières de grenailage	Tonne	4
Organiques non halogénés	Tonne	17
Résidus de fuel	Tonne	1
Acide chlorhydrique	Tonne	1
Chaux	Tonne	1
Carbonate de soude	Tonne	10
Charbon actif	Tonne	7
Déchets non dangereux non inertes		
Cartons	m ³	5
Bois	m ³	30
DIB	m ³	15

Suppression des risques d'incendie (Mi)

Le site comprend 3 cuves enterrées contenant des carburants dont les volumes sont les suivants : 50 m³, 11 m³ et 3 m³

Interdiction ou limitation d'accès au site (Mc)

Le site est clôturé et comprend 2 entrées, son périmètre est de 2 296 mètres.

L'exploitant indique que le site est totalement clôturé et considère donc un coût nul.

Le premier alinéa de l'article L.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter dispose que le site est « au besoin clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres aux abords de la voirie. »

Compte tenu de la prise en compte d'un coût nul pour la clôture, l'Inspection propose de modifier le premier alinéa de l'article L.10 en supprimant le terme « au besoin ».

Surveillance des effets du site sur son environnement (Ms)

5 piézomètres sont installés sur le site et font l'objet d'une auto-surveillance. L'exploitant a pris un coût de 2 000 euros par piézomètre pour le contrôle de la qualité de l'eau souterraine, ce qui correspond au coût indiqué par la note ministérielle du 20 novembre 2013.

Le coût du diagnostic de pollution des sols a été déterminé en prenant en compte la superficie des installations qui est de 1,5 hectares (le détail des surfaces a été fourni par l'exploitant) et la formule indiquée dans la note ministérielle du 20 novembre 2013. Le montant s'élève ainsi à 17 500 euros TTC.

Surveillance du site, gardiennage (Mg)

La société LORMAFER a retenu un montant de 15 000 euros TTC correspondant à un coût raisonnable tel que le mentionne la note ministérielle du 20 novembre 2013.
Actuellement, le site fait l'objet d'une télésurveillance (système de vidéosurveillance) et de rondes.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 700,4 (indice juin 2014)
- Index₀ : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- TVA_R : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6%.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 97 859 euros.

Au regard de ces éléments, l'Inspection des Installations Classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

III - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le Préfet de Moselle de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site.

Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens en annexe du présent rapport.

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté préfectoral et n'a pas émis de remarques.

Ce projet d'arrêté préfectoral pourra être proposé à l'ordre du jour du prochain CODERST.

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

imposant la constitution de garanties financières en application de l'alinéa 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement

Vu le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles R. 516-1 à R. 516-6 ;

Vu la nomenclature des Installations Classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des Installations Classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des Installations Classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 autorisant la société LORMAFER à exploiter les installations sises sur le territoire de la commune de CREUTZWALD ;

Vu la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 15 octobre 2014;

Vu l'avis et les propositions de l'inspection des installations Classées en date du **XXX** ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du **XXX** ;

Considérant que la société LORMAFER est soumise à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elles exploitent sur la commune de CREUTZWALD en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2564 et 2940 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des Installations Classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R516-1-5 et suivants du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Moselle;

ARRETE

Article 1 : Champ d'application

La société LORMAFER, dont le siège social est situé La Houve – Siège 1 57 150 CREUTZWALD, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de CREUTZWALD.

Article 2 : Garanties financières

Article 2.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R516-2 du Code de l'Environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement.

Article 2.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 97 859 euros TTC.
Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 700,4 (juin 2014) et d'un taux de la TVA de 20%.

Article 2.3 : Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant devra constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R516-1-5 du Code de l'Environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R516-2 du Code de l'Environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution de la première part du montant initial des garanties financières est transmis au Préfet à la première échéance.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au Préfet au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

Article 2.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2.5 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 et en atteste auprès du Préfet.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 2.6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

Article 2.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des Installations Classées visées au présent

arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 2.8 : Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 2.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêté et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1, le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du Préfet ne peut intervenir qu'après consultation des Maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'Environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant de l'installation couverte par les garanties financières est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Nature des déchets	Unité	Quantité maximale présente sur le site
Déchets dangereux		
Résidus de lavage de roulements	Tonne	20
Poussières de grenaillage	Tonne	4
Organiques non halogénés	Tonne	17
Résidus de fuel	Tonne	1
Acide chlorhydrique	Tonne	1
Chaux	Tonne	1
Carbonate de soude	Tonne	10
Charbon actif	Tonne	7
Déchets non dangereux non inertes		
Cartons	m ³	5
Bois	m ³	30
DIB	m ³	15

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 5 : Clôture du site

Les dispositions du premier alinéa de l'article I.10 de l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article I.10 – Aménagement des accès, voirie

L'accès au site doit être limité et contrôlé. A cette fin, le site est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de deux mètres aux abords de la voirie. »

Article 6 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 7 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : Articles d'exécution